

Premières journées du développement du GRES
Le concept de développement en débat
Université Montesquieu-Bordeaux 4
16 et 17 septembre 2004

Le renouvellement des théories économiques du développement.
La pensée de la CEPAL entre mondialisation et développement

Elsa Assidon

Professeure d'économie à l'Université Paris 3 de la Sorbonne Nouvelle –

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (I.H.E.A.L.)

Groupe de recherche sur l'économie politique de l'Amérique latine

Grepdal (IHEAL-CREDAL)

eassidon@wanadoo.fr

Cette communication est une version provisoire d'un article à paraître.

Prière de ne pas citer.

I. Introduction

Le terme *développement* fait son entrée dans l'économie politique internationale de l'après-guerre : il sert à légitimer à la fois les mouvements de libération nationale et les visées hégémoniques des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. sur les processus de décolonisation en cours. Ce terme identifie, dans ce cadre, un Sud par rapport à un Nord. En parallèle, émerge dans les années 1940 et 1950 une économie politique du développement spécifique, celle de la croissance volontaire qui met l'activisme étatique au centre de son dispositif. La crise de la dette des années 1980 ouvre un processus de démantèlement et de restructuration de ce dispositif en Amérique latine et en Afrique ; la "révolution silencieuse" (D. Green, 1995) de l'État minimal et l'ouverture des économies s'étend au Sud comme au Nord. Aujourd'hui, le terme *développement* recouvre de multiples dimensions en plus de celles qui l'ont porté sur les fonts baptismaux : un champ de recherche académique avec ses controverses qui se sont elles-mêmes recomposées en fonction du renouvellement théorique ou de l'économie politique, des engagements individuels et collectifs pour un monde plus équitable, une expérience acquise dans chaque pays, des institutions nationales et internationales avec un marché de l'expertise, etc..

Cette contribution présente une réflexion d'étape dans le travail que j'ai engagé sur la pensée économique du développement. Selon John Toyé (2003 : 36), du fait d'une meilleure compréhension du rôle des institutions par les économistes, il y aurait aujourd'hui "un divorce entre la macroéconomie et la microéconomie" qui rend plus problématique la définition du rôle de l'État ; et cette difficulté serait plus grande dans la sphère du développement où ce rôle est décisif. Après des remarques préliminaires, en écho aux questions posées par les organisateurs de ce colloque, je présente quelques directions majeures actuelles dans la pensée et dans l'expérience du développement (section II). Puis, je fais le point sur l'"école de la CEPAL", qui a été un creuset du courant structuraliste et qui est aux prises aujourd'hui avec la "mondialisation" (section III). Ce papier tente de montrer que l'analyse du développement est un chantier ouvert et souligne un acquis majeur pour l'analyse positive, d'ordre méthodologique, via le renouvellement de la microéconomie ; cet acquis resterait inégalement exploité dans la tradition structuraliste latino-américaine.

Remarques préliminaires :

Peut-on réduire le développement à un "concept" ? Et qu'entend-t-on par "concept"? Il est clair que nous ne répondrons pas à toutes les questions posées, et celles-ci ne peuvent pas trouver de réponses définitives. Chacun a un parcours intellectuel particulier dans un contexte académique commun, lequel a lui-même évolué depuis trois ou quatre décennies. Dans le cadre de cette réflexion commune, je prendrai appui sur ma propre expérience, en évoquant les questionnements qui ont déterminé mon parcours, et, au fur et à mesure, le cadre analytique dont nous disposions dans le passé.

1 – Pour commencer je voudrais rendre hommage à Celso Furtado, l'un des pères fondateurs de la CEPAL et du courant structuraliste. Sa thèse soutenue à Paris en 1947 portait sur la genèse de la structuration de la formation sociale brésilienne depuis l'époque coloniale. Professeur à Paris1, pendant son exil en France, il a fait découvrir l'économie du développement à une partie des étudiants de ma génération, à partir de l'étude des textes des "pionniers"¹, sans que nous réalisions alors qu'il était l'un d'entre eux.

2 - À l'époque où la théorie de l'impérialisme était influente en France, elle s'avérait être, pour l'économie appliquée, une thèse explicative de l'expansion du capitalisme du Nord à titre principal : du point de vue du développement, elle n'apportait pas d'éléments analytiques suffisants de différenciation sur l'endogénéisation de la domination extérieure dans les pays du Sud. Le courant structuraliste proposait un cadre d'analyse complémentaire sur les caractéristiques majeures et l'histoire de l'extraversion. Il introduisait en parallèle une innovation théorique dans l'analyse économique en général, en mettant l'accent sur le rôle des institutions, en termes de structures de marché (le dualisme, la répartition inégale des terres, la structure de la consommation, par exemple). Telle était son hétérodoxie. Cependant, le structuralisme n'offrait pas non plus d'outils suffisants pour une analyse positive économique approfondie, dans cette première phase expérimentale qui était la sienne. L'analyse des spécificités dans chaque pays était renvoyée au "terrain", à une histoire économique factuelle, ou à une boîte noire de "survivances" ou d'"archaïsmes" conformément au paradigme de modernité qui prévalait alors.

À l'occasion d'une publication collective sur l'impérialisme français² à laquelle j'avais été associée, je constatai que nous n'avions pas d'explication sur la survivance de la zone franc en Afrique noire, autre que politique. Ma recherche sur l'économie de la traite commerciale a ce

¹ Voir Meier et Seers (1984) pour une présentation par les "pionniers" de leur propre parcours intellectuel.

constat comme point de départ³. À partir de la pratique du crédit privé par les sociétés commerciales et de la circulation des revenus monétaires, ce travail de recherche analyse les caractéristiques particulières du processus de monétarisation dans le contexte du développement des cultures d'exportation ; il met également en évidence d'autres facteurs endogènes dans la genèse de la zone franc et dans sa perpétuation après la décolonisation, quels que soient par ailleurs les facteurs politiques qui ont pu contribuer à sa "survivance".

3 -Dans les années 1970, l'enseignement en économie en France sortait des limbes de celui du droit auquel il était associé. Dans les cours de microéconomie, on n'enseignait ni Akerlof, Stiglitz, qui avaient engagé des programmes de recherche qui touchaient au cœur de la théorie néo-classique⁴. En revanche, les enseignements en gestion avaient rapidement intégré les apports appliqués de la nouvelle microéconomie, notamment en ce qui concerne l'économie de l'assurance. Quand je découvre Stiglitz dans la deuxième moitié des années 1980, j'ai été immédiatement convaincue que la théorie de l'information imparfaite offrait une approche méthodologique avec des fondements théoriques robustes pour l'analyse des structures de marché, alors que l'approche dualiste prévalait dans l'analyse structuraliste (cf. infra).

Dans cette période des années 80, où l'ajustement structurel triomphait, le courant structuraliste était mobilisé, dans une position défensive, par la critique du Consensus de Washington⁵, via une rhétorique devenue rituelle opposant l'économie au social, voire via une diabolisation des institutions financières internationales en tant que telles. La thèse de la dépendance se perpétuait sous des variantes renouvelées à chaque étape, en privilégiant les facteurs économiques externes et en mettant en avant un enjeu d'affrontement Nord-Sud. Je rappelle ce contexte car il me semble que la même propension reste présente dans les débats d'aujourd'hui sur ce qu'on appelle "la mondialisation". En parallèle, je découvrais Sen à cette période, grâce au travail de F-R Mahieu sur la crise en Afrique (L'Harmattan, 1990) ; son approche me paraissait ouvrir portes et fenêtres, c'est-à-dire une nouvelle réflexion de fond sur le développement.

² CEDETIM, 1979, Maspéro.

³ *Le commerce captif*, L'Harmattan, 1989.

⁴ Voir pour Stiglitz, sa propre présentation de son programme de recherche : "Théorie de l'information" Risques, n°4, janvier 1991, pp.203-14, à l'occasion du cinquantenaire de l'UAP.

⁵ C'est à l'occasion de la crise argentine du début des années 1980 que la Banque mondiale et le FMI ont décidé de coordonner leurs interventions, la première prenant en charge les prêts destinés aux réformes structurelles de libéralisation (A.Krueger, 1998). John Williamson (1990, 1997) a fourni deux versions du Consensus de Washington.

4 -J'ajouterais une autre précision sur mon expérience comme économiste : la pratique de la multidisciplinarité dans notre champ posait des problèmes méthodologiques évidents⁶. Cette approche me paraît, à l'expérience, avoir introduit un biais récurrent de guerre disciplinaire, c'est-à-dire qu'elle a eu les effets inverses de ceux qui étaient affichés : les économistes qui font leur marché dans d'autres disciplines de façon éclectique ne me paraissent pas avoir pris par eux-mêmes la mesure (relative) des sciences économiques dans le champ des sciences sociales, alors qu'ils prétendent le contraire ; chez les sociologues, on trouve une propension analogue, et, là, on s'autoproclame dépositaire du "social" de façon ontologique...Les anthropologues ont occupé différentes positions dans notre champ, et les contributions les plus remarquées en France dans les années 1970 auront été celles qui introduisaient la communauté dans l'analyse⁷. Pour ordonner les trop nombreux facteurs retenus, sans outils suffisants pour les articuler et les hiérarchiser, l'inclinaison entretenue par les économistes et les sociologues du courant structuraliste a consisté à se réfugier dans la dichotomie – modernité/ archaïsme, économique/ social, primat des facteurs externes économiques/ auto-centrage par le volontarisme politique, etc., à l'instar de l'opposition entre le bien et le mal, ou entre les bons et les méchants dans les représentations. D'un point de vue normatif, la dichotomie réduit l'éventail des choix possibles et introduit de fait l'idéologie pour ficeler l'ensemble de l'analyse. Aujourd'hui, les différents apports théoriques qui ont convergé sur une refondation de la rationalité économique renvoient aux oubliettes la caricature de *l'homo economicus* universel et le paradigme de la modernité. Dans le cadre institutionnel qui est le nôtre, il me semble opportun aujourd'hui de se débarrasser de la dérive holiste, en acceptant les règles du découpage par discipline dans le champ des sciences sociales ; on ne s'improvise ni anthropologue, ni politiste, quand on est économiste, et vis et versa, sans une nouvelle formation théorique disciplinaire sérieuse...

⁶ Voir sur ce point ma position dans la deuxième édition du Repères, *Les théories économiques du développement* (2000)

⁷ En particulier, les publications du Comité Sahel du début des années 70, sur la famine, et Meillassoux (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro.

II. Le renouvellement des théories économiques du développement

Une abondante littérature traite du renouvellement de l'économie du développement : outre le *Handbook* en quatre volumes chez Elsevier, paru dans les années 90 sous la direction de Behrman et Srinivasan, le manuel de Debraj Ray (1998) est sans doute le plus intéressant du point de vue de la pédagogie scientifique du renouvellement théorique (en minimisant la formalisation), avec un biais voulu par l'auteur en faveur de l'analyse des facteurs internes (référence incontournable sur l'économie rurale). On relèvera également, parmi les contributions les plus récentes, celles orientées vers les débats de l'économie politique de la période : les livres de Meier et Stiglitz, éd. (2000) et de Chang, éd.(2003).

On peut distinguer cinq directions majeures dans le renouvellement de la pensée économique du développement : 1) dans l'approche générale et les objectifs du développement ; 2) par l'intégration des externalités⁸ dans les canevas théoriques de la nouvelle théorie de la croissance et de la localisation ; 3) les apports de la théorie de l'information pour l'analyse positive avec ses implications normatives pour les politiques publiques incitatives de développement ; 4) l'hypothèse des anticipations rationnelles qui redéfinit le tandem État-marché dans les politiques macroéconomiques de l'équilibre ; et 5) l'évaluation de l'expérience contemporaine du développement qui souligne le rôle des institutions. On retiendra dans cette communication les points 1, 3, et 5 pour partie intégré à 3)⁹.

II.1. Les objectifs du développement :

Les principales propositions de la dernière période viennent d'une part du paradigme de la *mondialisation*, d'autre part de celui du *développement humain* : le second recompose le contenu multidimensionnel de l'objet du développement, à partir de fondements microéconomiques particuliers, tandis que le premier englobe le multidimensionnel dans un préalable d'ordre libéral mondial du marché (OLMM).

a) *La mondialisation ou globalisation recouvrirait un nouveau paradigme*, au sens de Khun, qui renverrait le développement à un "nationalisme méthodologique" d'intégration

⁸ Introduites dans le champ du développement par les tenants de la *croissance déséquilibrée*, dont Hirschman avec les effets de liaison, et Perroux (cf; Assidon, 2002a, chapitre 3).

⁹ voir. Assidon, 2000 et 2002 a et b, pour 2) et 4).

spatiale dans l'OLMM (Gore, 2000). Elle ne serait donc pas le dernier "concept" à la mode pour désigner un processus d'internationalisation qui rappellerait celui de la fin du XIX^{ème} siècle, avec une "argentinisation" des politiques économiques (celles d'avant la crise du *currency board*) (Rodrik, 2000) ; ce paradigme recomposerait la vision du développement. En effet, l'approche abandonnerait l'optique historique qui tentait de comprendre les séquences, les modèles, les lois qui gouvernent la transformation structurelle, ou les leçons à tirer de l'expérience dans chaque contexte national, pour adopter celle basée sur des normes de performance tous azimuts : performances de la croissance, performances monétaires ou fiscales, performances commerciales, performances dans la réduction de la pauvreté ou de la corruption, ou encore dans le développement humain, etc. (Gore, 2000: 794). Le critère de la performance, comme norme d'efficience, n'est pas nouvelle dans la conception néo-classique, mais elle était centrée naguère sur le seul PNB par tête.

C'est la multiplication des critères de performance qui l'est ; celle-ci recouvre une sédimentation de couches successives de paramètres. On y retrouve d'abord les ciblage de l'économie politique des réformes du Consensus de Washington pour implanter le modèle libéral dans les pays à modèle développementaliste : la stabilisation financière, l'ouverture des économies, et les privatisations, pour commencer. Se superposent les facteurs de la croissance que l'on teste, à la carte, de façon quantitative, dans le canevas de la nouvelle théorie de la croissance pour la vérification empirique : l'éducation, la stabilité politique ou financière, la localisation, les inégalités, la corruption, etc.

Outre ces caractéristiques du traitement multidimensionnel ou à géométrie variable de la croissance, que la littérature reflète clairement depuis les années 90, l'approche par la mondialisation recouvre un enjeu d'économie politique internationale. La proposition des "biens publics globaux"¹⁰ montre en effet une tentative de définir, à partir d'une série de critères semblable, une sphère de "gouvernance mondiale" technocratique par les institutions internationales dominantes (y compris celles de l'Union Européenne).

Depuis le rapport Bruntland (1987) et la conférence de Rio de 1992, la préservation de l'environnement avait été reconnue comme bien public, pour partie global, dans une nouvelle problématique de *croissance soutenable*. Dans ce sillage, on a ajouté d'une part les facteurs précédemment énoncés, si tôt qu'ils ont pu être reconnus comme facteurs de la croissance, et d'autre part les droits universels de référence, anciens et nouveaux qui

¹⁰ I.Kaul et alii (1999).

s'expriment dans les contestations. On dissout ainsi le développement dans un inventaire à la Prévert de biens, de services, de valeurs qui auraient vocation à être "globaux" ou "universels". Un des enjeux immédiats de cette rhétorique a été, après la crise asiatique de 1997, de désamorcer les attaques contre le Consensus de Washington en noyant la critique de la libéralisation financière (Stiglitz, *Speeches*, 1997-99, sur le site de la Banque mondiale) dans la recherche d'un consensus multidimensionnel sur la base du préalable du marché¹¹. En parallèle, s'est exercée une pression sur les institutions des Nations Unies, notamment sur les questions sensibles du droit du travail (travail des enfants), ou sur la relation entre commerce et développement, sous couvert de doubles emplois, pour marginaliser ce qu'il reste d'expertise "hétérodoxe" ou censée alimenter les contestations. Depuis le "Consensus de Monterrey", publié à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le financement du développement en 2002, l'adhésion au préalable de la mondialisation a clairement progressé dans le réseau onusien¹². Cette recomposition de l'ordre international de Bretton Woods nécessiterait des études plus approfondies, en particulier, l'émergence d'une technocratie comme actrice à part entière dans un projet de gouvernance mondiale, en lieu et place de la représentation des gouvernements nationaux, mériterait une attention particulière.

b) *L'ajout du qualificatif "humain" à l'objet développement*, popularisé par le PNUD depuis 1990, se présente, au départ, comme une nouvelle critique de la vision economiciste du développement par la Banque mondiale¹³. Il est inspiré par les thèses d'Amartya Sen qui sont, sur le plan académique, bi-disciplinaires - philosophie (la personne) et théorie économique du choix collectif (la justice sociale). Récupérées par un planificateur central, la Banque mondiale par exemple, cela donne la "lutte contre la pauvreté" comme "bien public global"... Et Sen ne reconnaissant plus toujours les siennes (de thèses), de les décliner davantage sous l'angle de l'économie politique - "le développement comme liberté"-, de rappeler que la démocratie a joué un rôle particulier en Inde pour éradiquer les famines en obligeant l'État à intervenir à temps, ou que le débat

¹¹ Lors de l'audition de Madame Kaul par le Haut Conseil de la Coopération Internationale (créé en France en 1999), à la question – "Qu'est-ce que la problématique des BPG apporte de plus, selon vous, à l'analyse du développement?", elle a répondu : "La femme de la Grameen Bank du Bangladesh pourra emprunter sur le marché de New York à 5% au lieu de 17%"...

¹² Note du Comité préparatoire de la conférence de l'O.N.U. sur "Le financement du développement" (Monterrey, 18-22 mars 2002), U.N.A./AC.257/L.13, 30/1/2002.

¹³ Voir les Rapports du PNUD de 1990 à 1992.

public fait partie de différentes cultures, etc. S'agissant des "biens publics globaux"¹⁴, il souligne la confusion qui est faite entre "éthique globale" et "éthique internationale" : la première relèverait du concept philosophique de la personne et la seconde du domaine de la justice sociale à l'intérieur des nations ou entre les nations. En ce qui concerne la justice sociale, il conviendrait de distinguer l'idée de justice qui est universelle (dans la Charte des Nations Unies), et donc universalisable par l'action, et ses différentes expressions comme demande dans chaque contexte. Quant à la personne, elle est identifiée par son appartenance à une communauté (genre, classe, ethnie, profession, etc), avec la dimension anthropologique de normes implicites, qui "précède" l'agent économique qui agit (Mahieu, 2001).

L'appropriation de ce paradigme par la tradition structuraliste du développement est pour le moins inégale entre l'Amérique latine, l'Asie ou l'Afrique. Celui-ci remet en cause la vision du politique qui prévaut dans chaque tradition nationale, de ce que représentent à la fois cette instance (l'État, la démocratie, les partis politiques, etc), les normes sociales et l'engagement individuel ; il remet en cause en parallèle dans la sphère académique la vision de l'économie et de l'économiste. Il déclinerait chaque individu comme personne identifiée à partir de ses différentes communautés de rattachement (femmes ou hommes, famille, milieu professionnel, parti politique ou association à laquelle on adhère, nation, etc.). Cette nouvelle forme d'holisme qui inclut les individus moraux et agissants dans le modèle est sans doute la révision la plus radicale de la rationalité traditionnelle utilitariste. Elle se présente comme substitutive à l'approche macroéconomiste par les agrégats statistiques basées sur "l'agent représentatif". Elle introduit donc une rupture de fond dans l'approche économique. Du point de vue normatif, elle souligne le rôle de la démocratie agissante, sous tous ses volets, laquelle ne pourrait être renvoyée, comme naguère, aux lendemains qui chantent du développement, car elle en serait un des principaux vecteurs ; elle contribuerait également à une révision de notre représentation du "Sud".

II.2. Le renouvellement méthodologique :

Ce renouvellement recouvre une autre facette du divorce évoqué par Toyé en introduction, cette fois à l'intérieur même du mainstream, entre les traditions néo-classique et keynésienne, avec leurs implications respectives sur le rôle de l'État dans l'économie de marché.

¹⁴ Sa contribution dans Inge Kaul et alii (1999), pp.116-25.

a) *Dans la microéconomie, l'information imparfaite (les "néo-keynésiens")*

La théorie de l'information imparfaite se révèle depuis une quinzaine d'années particulièrement féconde dans notre champ d'un point de vue méthodologique. Depuis l'article de 1986 de Stiglitz qui attirait l'attention sur l'intérêt de cette théorie pour l'économie du développement, après sa propre contribution de 1974 sur le métayage au Kenya, on a pu évaluer l'importance de cet apport¹⁵. La variété des applications de cette théorie est aujourd'hui connue¹⁶. La traduction de cette variété dans les institutions universitaires pose problème pour l'économie du développement : le cloisonnement des champs thématiques signifie un éclatement de ce champ, que l'on peut déjà observer, ce qui peut être matière à débat dans ce colloque.

Cette théorie ne se démarque pas des postulats de rationalité traditionnelle (maximisation de l'utilité), tout en faisant de l'agent économique un acteur qui déploie une stratégie face à l'incertitude en entrant ou en n'entrant pas sur le marché (comme dans le cas des voitures d'occasion d'Akerlof). Il n'y a pas d'efficience *per se* du marché ni "le" marché mais des marchés. Les contrats sont endogènes aux échanges et déterminent la structure de base de chaque marché. Si chacun est distinct, l'interdépendance entre différents marchés permet d'identifier les marchés cruciaux pour le développement - ceux du crédit, de la technologie, du travail, de la terre.

Pour les néo-keynésiens de l'information imparfaite, l'approche macro-économique de l'économie politique des réformes du Consensus de Washington aurait ignoré les fondements institutionnels qui, à tous les niveaux, structurent les différents marchés : cette approche serait assimilable à celle des sciences physiques où le jeu de forces (d'impulsions) produirait un équilibre prévisible de variables ; pour les microéconomistes néo-keynésiens, le fonctionnement des économies relèverait plutôt d'"écosystèmes" aux équilibres multiples possibles (J.Stiglitz et K. Hoff,1999).

¹⁵ Voir la présentation du programme de recherche de son équipe : "Théorie de l'information" *Risques*, n°4, Janvier 1991, pp. 203-214.

¹⁶ Voir notamment le manuel de Debraj Ray pour les applications à l'économie rurale, Stiglitz (1990) pour l'application de la thèse du rationnement du crédit au cas du "peer monitoring" de la Grameen Bank, qui a ouvert des travaux sur l'analyse de la garantie solidaire dans la microfinance suivant les types de groupes. Cette approche par l'information est également exploitée dans l'analyse de la communauté (voir les travaux notamment de Jean-Philippe Platteau) qui souligne les imperfections de l'information en son sein, en fonction des normes qui y prévalent, les asymétries et les irrégularités inter-temporelles dans la réciprocité.

Ils explicitent leur argumentaire dans le débat sur le "miracle asiatique"¹⁷, après une série de travaux publiés par ceux que la Banque mondiale désigne alors comme des "révisionnistes" (voir notamment Amsden 1989, et les publications de Stiglitz et alii dans la World Bank Economic Review entre 1990 et 1993). La controverse est réactivée par la crise asiatique de 1997, avec un ciblage sur les effets de la libéralisation financière et un rappel de l'argumentaire. Ce qui aurait primé dans l'expérience asiatique c'est que l'État aurait dirigé le marché et non le choix du jeu de l'avantage comparatif ; ce dernier se construirait via des politiques industrielles, financières, de formation de main d'œuvre qualifiée, et des politiques actives pro-transfert technologique. Sous l'angle normatif, la théorie de l'information redonne donc, en parallèle, une raison d'être aux politiques publiques nationales dans une économie de marché, sans préjuger des priorités dans les valeurs qui seront choisies dans chaque pays.

Sous le volet de l'économie appliquée, Alice Amsden (2001) présente une étude documentée et comparative sur les industrialisations tardives en Asie et en Amérique latine. Elle esquisse ce qui apparaît comme une synthèse entre l'approche historique structuraliste et celle des contrats : les types d'héritage colonial auraient déterminé les conditions initiales des trajectoires et, à l'étape du développementalisme, des "contrats de réciprocité" incitatifs ont été passés entre l'État et les entreprises, nationales et étrangères. Elle tente de plaider, auprès de la CEPAL, dans un article récent avec un titre en clin d'œil, les leçons à tirer de cette expérience pour le développement d'industries à haute technologie en Amérique latine (*ibidem*, 2004).

b) *Dans la macroéconomie : les anticipations rationnelles et la crédibilité.*

L'hypothèse des anticipations rationnelles repose sur les postulats suivants : les agents sur le marché "connaissent" la position d'équilibre, et les anticipations sont auto-réalisatrices avec des épisodes de sur-ajustements. Compte tenu de ces prémisses, les politiques monétaires doivent être "crédibles" aux yeux des agents pour être efficaces. L'expérience de la stabilisation monétaire en Amérique latine dans les années 80 a servi de laboratoire aux macroéconomistes pour la mise en œuvre de nouvelles politiques, dans un contexte d'hyperinflation, de même que l'ex-Yougoslavie et Israël qui avaient connu de tels épisodes au milieu des années 80. Rudiger Dornbusch (1988) joue un rôle de *money*

¹⁷ Banque mondiale, 1993;

doctor dans le cas du Mexique et Jeffrey Sachs, notamment dans celui de la Bolivie (Drake, 1994)

La stabilisation monétaire est considérée comme un préalable à toute politique économique par les experts, comme par ceux nommés par les gouvernements dans les pays où la démocratie revient ; ces derniers expérimentent des expériences de stabilisation dites "hétérodoxes" (Plan Austral en Argentine, Plan Cruzado au Brésil, etc). En parallèle, Rudiger Dornbusch (1988) souligne, outre le préalable du règlement du problème de la dette, que les politiques traditionnelles du FMI de restriction de l'offre de monnaie sont inefficaces et les politiques budgétaires inadaptées ; pour lui, la stabilisation monétaire doit s'appuyer sur un consensus social dans les contextes latino-américains (inflationnistes sur la longue durée)¹⁸. Et, conformément aux prescriptions inspirées par les nouveaux classiques pour la politique monétaire, le gouvernement devra annoncer à l'avance, avec un calendrier, les mesures à caractère monétaire qu'il compte prendre. Au Mexique on associera à ces annonces celles des réformes de libéralisation avec des calendriers précis (les *pactos* successifs à partir de 1987, cf. Assidon 2a, chapitre 4) et le règlement Brady de la dette.

Une abondante littérature traite de la politique macroéconomique et des crises financières en Amérique latine depuis le début de la décennie écoulée. Les expériences de régulation au Chili et en Colombie, l'expérience du *currency board* en Argentine, ou encore les questions de gestion du taux de change et du taux d'intérêt ont attiré l'attention de nombre d'experts et d'universitaires. La CEPAL (2002) consacre de longs développements à la gestion macroéconomique, dans une optique contracyclique, et affiche ses préférences en matière de taux de change et de régulation. Il apparaît, cependant que les facteurs endogènes de l'instabilité financière sont insuffisamment pris en compte sous l'angle des comportements microéconomiques ou sous celui du développement financier. Par exemple, le niveau du taux d'intérêt qu'on élève pour contrer les spéculations contre le taux de change a un effet réel sur la structure de l'offre : conformément à la thèse du rationnement du crédit, plus il est élevé plus il incite les agents à choisir des investissements rentables donc risqués, donc plus il engrange une instabilité endogène ; la financiarisation du développement pourrait être explorée dans cette direction.

¹⁸ Ce qui entérine l'explication "hétérodoxe" de l'inflation par le conflit distributif.

L'"économie de casino" (Keynes, 1936, chapitre XII) a d'autres effets pervers : par ses effets d'instabilité, visibles tout au long de la décennie écoulée, elle accroît l'endettement public après chaque crise ; pour résorber ce dernier, l'État ne peut accroître l'impôt sous couvert de risque de fuite de capitaux : mais, plus ses ressources fiscales sont basses, plus le taux servi sur les titres de la dette publique est élevé, plus les élites détentrices d'épargne auraient intérêt à cette situation (Palma, 2003). En parallèle, l'État subventionne, dans le cas du Brésil par exemple, le taux du crédit destiné aux secteurs exportateurs notamment : les différents dispositifs d'appui ou de régulation rendent les banques brésiliennes particulièrement attractives pour les multinationales dès lors qu'elles sont mises sur le marché par les privatisations : en effet, malgré la vulnérabilité aux chocs, extérieurs, le prêteur en dernier ressort assure activement la viabilité et la rentabilité des activités bancaires, notamment en socialisant les pertes. En somme, l'économie ouverte se résumerait " au socialisme pour les riches et au capitalisme pour les pauvres" (*ibidem*)...

II.3. Le rôle des institutions

Comme le montrent les expériences de libéralisation, l'accélération de la croissance attendue de l'ouverture dépend de la qualité des institutions existantes : quand elles sont fragiles ou quand les conflits distributifs restent importants, l'exposition au marché accroît l'insécurité économique et sociale (Dani Rodrik, 1999). S'agissant du transfert de technologie attendu, R.Hausman et D.Rodrik (2002) précisent qu'un temps d'apprentissage reste nécessaire avant d'instaurer la libre entrée sur le marché, argument qui justifiait naguère le "protectionnisme éducateur" dans les industrialisations tardives : il faut le temps d'apprendre quels investissements peuvent être productifs, et quelle technologie peut être maîtrisée. L'expérience des nouveaux pays industriels asiatiques montrerait que le contrat qui a consisté, sous une conditionnalité de résultats, à créer des rentes pour le profit industriel *via* des monopoles temporaires, des crédits subventionnés et des incitations fiscales, a permis une croissance industrielle, l'expansion concomitante du marché intérieur et des exportations sur le long terme, et une diversification sectorielle. Dans le cadre de la même approche institutionnelle, les spécificités structurelles nationales, et à l'intérieur des régions, peuvent être articulées entre elles, y compris sous l'angle de la reproduction des inégalités de revenus (voir notamment les travaux comparatifs de Rosemary Thorp sur la Colombie, le Pérou et le Chili).

Un autre courant institutionnaliste est influent dans la littérature sur le développement, Initialement associé à D.North et à A.Grief, il propose une définition différente des institutions qui interagissent sur la croissance. À partir de l'expérience historique des pays du Nord, les économistes de ce courant centrent leur attention sur le dispositif juridique qui assure l'application des contrats et qui limite les coûts de transaction. Le changement social serait le produit d'un processus cumulatif d'interactions entre l'efficacité de ces institutions et la croissance : l'expérience des Etats-Unis et de l'Europe occidentale aurait consisté à adapter leurs institutions au fur et à mesure, tout en maintenant un taux de croissance élevé dans un temps séculaire : cette efficacité interactive ne pourrait être transposable à court terme dans d'autres sociétés (North, 1999). C'est notamment de cette littérature que procède la vision de l'échec du développement en Afrique dans le courant néo-classique : globalement l'efficacité des institutions juridiques serait le maillant manquant. Selon P.Collier, l'ethnie majoritaire s'approprierait les institutions d'État en les détournant de leur fonction première (faire respecter les lois, dont la viabilité des contrats) alors que les minoritaires s'engageraient dans des activités entrepreneuriales (l'entreprise comme agence limite les coûts de transaction). Indépendamment de ce diagnostic ethnique, qui peut être conforté ou non, suivant les cas, cette vision des institutions est partielle et soumise au critère d'efficience : les institutions sont exogènes et se résument au dispositif juridique, avec ses normes qui finiraient par être intégrées dans les comportements par les agents ; ce dispositif se révélera une institution adéquate et efficace si le taux de croissance augmente sur le long terme. Ce traitement des institutions reflète une vision néo-classique traditionnelle du marché, et la perspective historique séculaire retenue aboutit à la conclusion que la distribution internationale des normes d'efficience est inégale sur la planète.

Si les interactions entre institutions et croissance sont soulignées, quel que soit le courant théorique, en termes dynamiques et normatifs, dans la perspective de long terme du développement, les clivages traditionnels de la pensée économique, dans le mainstream, chassés par la porte, reviennent par la fenêtre....

III – L' "École de la CEPAL" entre mondialisation et développement¹⁹

La pensée économique de la CEPAL a joué le rôle historique particulier dans la pensée sur le développement, et a influencé durablement la pensée française. Qu'a-t-elle absorbé des renouvellements théoriques qui viennent d'être rapidement évoqués ? Après les vagues de privatisation et de libéralisation qui ont fait basculer les économies latino-américaines dans le modèle néo-libéral, la CEPAL avait publié, sous la direction de José Antonio Ocampo²⁰, un premier bilan de la dernière décennie en termes "d'ombres et de lumières"²¹. Suit la contribution "Globalizacion y desarrollo" (2002) que les auteurs présentent comme un état de la réflexion de l'organisation sur les deux thèmes qui en font le titre. Présentons, de façon succincte, l'articulation des diagnostics et des propositions dans cette publication.

•La mondialisation serait un état de fait, source de nouvelles possibilités pour le développement, tout en accroissant la vulnérabilité des économies : tel est le diagnostic initial. La CEPAL rappelle qu'elle prend la parole à deux titres - dans l'agenda global comme organisation des Nations Unies et, dans le cadre régional, pour une remise à plat des politiques économiques à privilégier. En parallèle, elle se présente toujours comme une "école de pensée économique" : fidèle à sa propre histoire, elle procéderait à une "re-fondation" à partir de ses analyses récentes et de celles d'autres courants économiques²². C'est en ces termes que, en 2001, à l'occasion du centenaire de la naissance de Raul Prebisch²³, dont le nom est passé à la postérité comme père fondateur de l'organisation, J.A.Ocampo introduit sa communication sur "l'agenda du développement à l'orée du XXIème siècle". La publication sur la mondialisation et le développement, l'année suivante, reprend l'essentiel de l'argumentaire présenté à cette occasion.

¹⁹ Ce paragraphe présente des extraits d'une postface à l'édition française CEPAL - IHEAL de "Globalizacion y desarrollo".

²⁰ J.A. Ocampo est le huitième secrétaire général (janvier 1998 à Août 2003). Il est colombien et a occupé différentes responsabilités ministérielles et académiques dans son pays.

²¹ Traduction française CEPALC-IHEAL 2003.

²² "Este ensayo intenta mostrar la vigencia de algunas de las ideas esenciales del pensamiento de Raul Prebisch, y las reformula en funcion de las planteamientos las recientes de la CEPAL y de las contribuciones de otras escuelas economicas." (Ocampo 2001, p.1).

²³ Secrétaire général de la CEPAL de 1950 à 1963 (cf. infra §5)

- La mondialisation ne serait pas un phénomène nouveau, et seuls les processus diffèrent selon les périodes historiques. Celle que nous connaissons aujourd'hui correspondrait à une polarisation croissante des processus économiques, sociaux et culturels dans une dimension mondiale. Mais les facteurs économiques resteraient les plus déterminants : le primat des asymétries internationales est réaffirmé avec force, sous l'angle de l'inégale répartition du progrès technique. Une autre idée majeure que l'on retient à la lecture de ce volume est que l'État doit rester le centre d'impulsion, avec un cahier des charges qui aurait deux fers au feu, à titre principal : d'un côté, la gestion macroéconomique de l'économie ouverte pour faire écran aux chocs extérieurs, de l'autre une redistribution qui garantirait l'accès à l'éducation, à la santé et à l'assurance sociale, au plus grand nombre. Tirant argument de la désaffection croissante que l'on constate envers les acteurs politiques dans les sondages d'opinion, la CEPAL plaide le principe de la réhabilitation des politiques publiques actives, dans l'intérêt même de la démocratie : croire que la "destruction créatrice" du marché signifierait la désintégration de l'État, donc que l'on puisse se passer des externalités positives que son intervention apporte au bon fonctionnement du marché, c'est détruire les ciments de la société elle-même ...

- Sous l'angle de l'économie politique, la position de la CEPAL se résume à un *oui-mais* : *oui* à l'ouverture des économies, *mais* socialement responsable. On peut présenter ce choix en reprenant le schéma proposé par Thierry Verdier (2004) pour la libéralisation commerciale. On relève deux positions dans les débats en cours entre les économistes, à l'intérieur du *mainstream* : la première veut que l'ouverture apporte des gains de croissance et de bien-être à tous, y compris aux pauvres, et la seconde souligne que la répartition équitable de ces gains n'est pas démontrée, ou que les pauvres sont perdants. Cette répartition dépendrait du poids politique des pauvres comparativement à celui des riches, selon TH. Verdier. La CEPAL, tout en formulant le diagnostic correspondant aux configurations C (les inégalités s'accroissent = protectionisme des nantis) ou, éventuellement, à celle de D ("le cauchemar de l'ordre libéral"), se fait l'avocate de l'ouverture socialement responsable, soit de la configuration B ; cette dernière reposerait sur un mécanisme de transfert compensatoire, dont les modalités resteraient à préciser²⁴. Dans le schéma présenté ci-dessous, les institutions de voix représentant les pauvres doivent être fortes, ce qui est

²⁴ Voir Verdier (2004) pour des références à l'histoire économique sur ce point. Voir également Pollin (2000) pour une autre présentation de ce type de proposition : la demande sociale étant croissante par rapport à l'ouverture, l'ajustement proposé par la CEPAL serait du type Polanyi.

l'exception plutôt que la règle en Amérique latine (Rodrik,1999b) ; cette condition renvoie au fonctionnement effectif de la démocratie, ce qui prend à rebours le raisonnement énoncé par la CEPAL, entre la fin et les moyens.

Tableau 1 - Ouverture, responsabilité sociale et faisabilité politique

LES PAUVRES	GAGNANTS	PERDANTS	
		A	B
	• ont un poids politique décisif	<i>Le rêve de la mondialisation</i>	Ouverture socialement responsable = <u>Protectionnisme social</u>
	• n'ont pas un poids politique décisif	C Ouverture socialement régressive*	D <i>Le cauchemar de l'ordre libéral</i>
		= <u>Protectionnisme des "nantis"</u> ^o	

Note: An arrow points from C to D.

Source : Th. Verdier (2004)

*Situation où une élite capture à son profit l'essentiel des gains de la libéralisation

^oTraduction de "fat cats"

• Le diagnostic de la mondialisation ajoute un élément supplémentaire à celui du constat de l'ouverture des économies comme un état de fait acquis, comme on l'a précédemment relevé (*cf. supra* II.1.a). Le "nationalisme méthodologique" consisterait donc en une réactivation de l'État-providence et en une adaptation aux nouvelles conditions de l'intégration internationale. C'est sous cet angle que sont principalement abordées les questions du développement : la contrainte de compétitivité s'étant accrue, et la recherche-développement des firmes multinationales s'étant concentrée dans les pays développés, il conviendrait de renforcer l'innovation technologique de façon volontariste, tout en favorisant ses interactions avec l'éducation. En outre, la CEPAL attire l'attention d'une part sur les questions de migrations de la main d'œuvre latino-américaine et sur l'importance des "remesas" (transferts de revenus vers les pays d'origine), d'autre part sur l'agenda environnemental en consacrant à ces deux thèmes des chapitres particuliers.

- C'est sur le registre des "valeurs" que l'on perçoit l'inertie dans les représentations des droits. D'abord pour une question de vocabulaire. La mondialisation diffuserait des valeurs qui recomposeraient les droits universels de référence : après ceux qui nous viennent de la philosophie des lumières, et ceux du XXème siècle, qui sont déclinés dans cet ouvrage en termes d'internationalisme ("socialiste", "féministe"), seraient apparues de nouvelles "internationales" avec les revendications ethniques et environnementales dans la "société civile"... Ensuite, sur le fond. La CEPAL ignore la problématique de l'éthique du développement d'Amartya Sen. De la même façon, ne retient pas son attention l'activité des organisations non gouvernementales (O.N.G.) en Amérique latine (commerce équitable, microfinance, par exemple), hétérogènes quant à leurs conceptions ; cette activité à vocation sociale, dans les objectifs affichés, concerne des populations qui relevaient naguère des activités dites "informelles" urbaines ou rurales (de 40 à 50 % de la population dans le sous-continent) et aujourd'hui étiquetées à la louche comme "pauvres ". Ces actions, par leur capacité de recrutement même, sont exposées aux manoeuvres de récupération, notamment quand les institutions pro-marché visant à les cantonner dans la "lutte contre la pauvreté" (Banque mondiale 2000-01), ie dans le cadre de leur propre recherche de légitimation sociale de l'ordre libéral. Du côté de la pensée du développement, l'appui des O.N.G. à des communautés des pays du Sud depuis un quart de siècle a néanmoins ouvert une réflexion sur le rôle de la communauté comme institution tierce par rapport à l'État et le marché, comme on l'a mentionné...Quitte à admettre l'"extension graduelle de principes éthiques communs" (p.21), via la mondialisation, il serait précisément opportun que la CEPAL consacre plus d'attention à une évaluation des expériences en cours, dans une perspective de développement, pour alimenter le débat public de ses observations, au lieu qu'il soit éludé sous des prétextes idéologiques divers.

Tout en abordant les questions technologiques ou d'environnement, ou via l'agenda social, celle du "capital humain", globalement cette publication porte davantage sur les problèmes posés par le processus d'internationalisation qui s'est accéléré que sur une réflexion nouvelle axée sur le développement. À partir de l'affirmation selon laquelle les facteurs économiques externes seraient déterminants, la CEPAL sous-estime à la fois les capacités et les facteurs endogènes ; elle s'appuie insuffisamment sur l'expérience acquise du développement en

Amérique latine ou ailleurs²⁵, dont on a tiré au moins deux enseignements majeurs : le développement recouvre un processus d'apprentissage et les institutions (normes comprises) ont un rôle déterminant dans les trajectoires. Dans le cas de l'Amérique latine, quel que soit le modèle, on constate la reproduction des inégalités sociales depuis un siècle (Rosemary Thorp, 1997).

Sous le volet institutionnaliste, le structuralisme latinoaméricain avait joué un rôle pionnier non seulement dans la pensée du développement mais également dans le renouvellement de la science économique elle-même. Finalement, l'affirmation, réitérée depuis plus d'un demi-siècle, du primat des facteurs externes économiques par "l'école de la CEPAL" ne tend-elle pas à souscrire à un économicisme étroit, et à entretenir une dramatisation qui oppose l'économique au social, l'intérieur à l'extérieur ? Si le développement est ce "regard que l'on porte sur l'autre", suivant la formule sibylline d'A. Sen, n'est-il pas aussi le regard que l'on porte sur soi-même ? La tradition latino-américaine resterait donc centrée de façon exclusive sur le tandem État-marché, telle une marque de fabrique d'identité.

Il reste que cette prise de position de la CEPAL sur les thèmes de la mondialisation et du développement apparaît davantage relever d'une économie politique régionale, dans le contexte du modèle néo-libéral devenu dominant, de la même façon qu'en 1950 la promotion du modèle de l'industrialisation par substitution d'importations émergeait à un moment où cette politique était déjà à l'œuvre dans les grands pays du sous-continent (Thorp,1992). En outre, si l'on se réfère à l'économie politique internationale, la CEPAL délimite les directions majeures pour un renforcement de la gouvernance mondiale : en termes de "biens publics mondiaux", on relève l'accent mis sur l'environnement, sur la régulation financière, ou encore sur les droits, notamment ceux du travail, ceux des émigrés ou ceux des indiens.

IV. Conclusions

Le débat sur le développement est un chantier en pleine évolution, en fonction du renouvellement théorique et des économies politiques nationales et internationales. On ne peut poser que des conclusions provisoires. "La nouvelle économie politique", celle néo-classique des réformes du Consensus de Washington, était également pressée de conclure pour mettre en place des politiques économiques immédiatement applicables (Toye,1991).

²⁵ Cette inclinaison rappelle l'analyse Hirschman sur la décision publique en Amérique latine (1963, chapitre 4 : 238 et suiv.) : pour résoudre les différents types de problèmes de l'heure, il notait " la rage de vouloir conclure " (Flaubert) ou " l'escalade idéologique ", sans évaluer les séquences pour chacun d'eux, les trier, etc.

S'agissant du "divorce" entre la macroéconomie et la microéconomie, il est moins tranché qu'il ne paraît. Dans la littérature qui a émergé au cours de la dernière décennie, on constate plusieurs tentatives pour articuler les deux dimensions : par exemple entre les régulations macroéconomiques traditionnelles propres au cycle et celles d'ordre plus microéconomiques, prudentielles, au niveau des systèmes bancaires, dans celles qui portent sur l'expérience industrielle avec les politiques publiques incitatives, dans celles qui sont engagées sur le rôle des réseaux dans la structuration oligopolistique des marchés, etc. En particulier, l'analyse de l'expérience acquise du développement réhabilite l'histoire économique, non à la manière des fresques statistiques à la Maddison, mais en mettant en évidence les interdépendances structurelles et le rôle des institutions dans chaque contexte. Cette direction de recherche renouvelle l'analyse structuraliste, tout en permettant des évaluations qualitatives et fonctionnelles de l'expérience acquise dans les politiques publiques pro-développement.

C'est finalement la place de l'économie et de l'économiste dans le champ des sciences sociales qui est elle-même, en parallèle, en pleine mutation. Globalement, au cours de la première période l'approche macroéconomique a prédominé dans tous les courants et il s'agissait de tirer des conclusions sur les politiques à suivre. Dans les représentations, les pays étaient vus comme des "individus au cœur battant" (Sen), et, pendant la période de l'ajustement structurel le FMI était le "médecin" qui prescrivait ses potions à des "malades". L'économiste prenait ainsi place comme le conseiller du Prince qui a un œil sur la caisse et l'autre sur l'avenir de la croissance ou de la transformation structurelle. Dans l'économie politique de la mondialisation, il retrouverait cette place, mais comme acteur collectif à travers des technocraties candidates à une "gouvernance" mondiale du marché.

La démocratie s'est, dans l'intervalle de tous ces changements, invitée dans le modèle économique du développement. Quelle que soit la façon dont on décline ce nouveau couple, on n'a pas fini d'en entendre parler.

Elsa Assidon,

Paris, septembre 2004

Références bibliographiques :

Amsden Alice (2004) : "La substitution de importaciones en las industrias de alta tecnologia : Prebisch renace en Asia", *Revista de la CEPAL* 82, avril, pp. 75-90.

----- (2001), *The Rise of "the Rest". Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*, Oxford University Press, Oxford-N-Y.

----- (1989), *Asia's Next Giant*, Oxford University Press, Oxford- N-Y.

Angel A., Lowden P., Thorp R. (2001), *Decentralizing Development. The political Economy of Institutional Change in Colombia and Chile*, Oxford University Press, Oxford, New York .

Assidon Elsa (2002a), *Les théories économique du développement*, La Découverte, Repères, 3^{ème} édition.

----- (2002b) : "Le renouvellement des théories économiques du développement", *Cahiers français* 310, La documentation française, pp. 18-23.

----- (2000) : "FMI-Banque mondiale : la fin du consensus théorique", *L'économie politique*, n°5, janv-mars, pp.54-63.

Cardenas Enrique, Ocampo José A., Thorp Rosemary, eds (2000), *An Economic History of Twentieth-Century Latin America*, 3 volumes, Palgrave Press et St. Martins.

Centeno M.A. et Silva P., eds (1998), *Technocrats ans the Politics of Expertise*, Latin American Studies Series, MacMillan Press, Saint Martin Press, Houdmills-Basingstone, Londres-N-Y.

CEPAL (2000) : *Equidad, desarrollo, ciudadanía*, Nations Unies, LC/G.2071/Rev.1-P), Santiago du Chili.

----- (2002) , *Globalizacion y Desarrollo*, Nations Unies, LC/G.2157 (SES.29/3), 9/4/2002, Santiago du Chili.

-----et IHEAL (2003), *Une décennie d'ombres et de lumières. L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, sous la direction de J.O.Ocampo et de J.Martin ; postface de J-M Blanquer. Traduction française de LC/G.2205-P.

Chang Ha-Joon (2003 a) : *Globalization, Economic Development and the Role of the State*, Zed Books Ltd, Londres et N-Y, Third World Network, Penang (Malaisie).

-----, ed. ((2003b) : *Rethinking Development Economics*, Anthem Press, Londres.

Cimoli Mario (2002) : "Networks, Market Structures and Economic Shocks. The Structural Changes of Innovation Systems in Latin America", *LEM WP Series* 2002/13, Sant'Anna School of Advanced Studies, Pisa.

Dornbusch Rudiger (1988) : "Mexico : Stabization, Debt and Growth", *Economic Policy*, vol.7,pp.233-83.

Drake Paul W., ed. (1994), *Money Doctors, Foreign Debts, and Economic Reforms in Latin America from the 1890s to the Present*, Scholarly Resources Inc. Wilmington, Delaware.

Gerchunoff Pablo et Torre Juan Carlos : "What Role for the State in Latin america ?", in Simon teitel, ed., *Towards a New Development Strategy for Latin America, Pathways from Hirschman's Thought*, IADB-The John Hopkins University Press, Washington DC, 1992.

Fernandez Albertos José (2002) : "The political Sustainability of Internalization in Latin America and Europe", EPIC 2nd Cohort, Florence, 16-22mai, 22p.

Fitzgerald E.V.K. (2000) : "ECLA and the Theory of Import Substituting Industrialization in Latin America" , in Cardenas-Ocampo-Thorp, tome 3, pp.58-97.

Furtado Celso (1977, 2^{nde} éd.), *Economic Development of Latin America : Historical Background ans Contemporary Problems*, Cambridge University Press.

Green Duncan (1995), *Silent Revolution. The Rise of the Market Economics in Latin America*, Cassel, London.

Gore Charles (2000) : "The Rise and Fall of the Washington Consensus as a Paradigm for Developing Countries", *World Development*, vol.28, N°5, pp. 789-804.

Haussman et Rodrik (2003) : "Economic Development as Self-Discovery", *Journal of Development Economics*, vol.72, décembre,

Hayami Yujiro (2000), *Development Economics. From the Poverty to the Wealth of Nations*, 2^{ème} édition (1ère :1997), Oxford University Press, Oxford, N-Y.

Held Gunter (1994) : "Liberalization or financial development", *Cepal Review* 54, décembre, pp.27- 45.

Hirschman Albert O. (1971) : "Ideologies of Economic Development in Latin America ", in *A Biais for Hope – Essays on Development and Latin America*, New Haven and London, Yale University Press, pp. 270-311.

----- (1963), *Journeys Toward Progress. Studies of Economic Policy-Making in Latin America*, The Twentieth Century Found, N-Y.

Kaul Inge, Grunberg Isabelle, Stern Marc, eds. (1999), *Global Public Goods – International Cooperation in the 21th. Century*, PNUD, Oxford University Press, N-Y – Oxford.

Krueger, Anne (1998) : "Whither the World Bank and the IMF", *Journal of Economic Literature*, n°36, décembre, pp.1983-2020.

Le Héron Edwin (2003) : "A New Consensus on Monetary Policy ?", *Brazilian Journal of Political Economy*, vol.23, n°4(92),oct-dec, pp.

Love Joseph L. (1996) : "Los fuentes del estructuralisme latinoamericano", *Desarrollo economico*, 36, 141 (avril-juin), pp. 391-402.

Lustig Nora (2000) : *Crisis and the Poor : Socially Responsible Macroeconomics* , Sustainable Development Department Technical Paper, n°POV-108, IADB, Washington, DC.
Meier Gerald M. et Stiglitz Joseph E. (2001),eds, *Frontiers of Development Economics – the Future in Perspective*, World Bank and Oxford University Press, Washington, New-York.

Mahieu François-Régis (2001), *Éthique économique. Fondements anthropologiques*, L'Harmattan.

Meir Gerald M. et Seers Dudley, eds (1984,1988), *Les pionniers du développement*, Banque mondiale ; traduction française 1988, Economica, Paris.

----- et Stiglitz Joseph E., ed (2001), *Frontiers of Development Economics. The future in Perspective*, Banque mondiale et Oxford University Press.

North, Douglass C. (1999) *Understanding the Process of Economic Change*, The Institute of Economic Affairs, Occasional paper 106

Ocampo Jose Antonio (2003) : "Development and the Global Order", in Chang, pp.83-104.
------(2001) : "Raul Prebisch y la agenda del desarrollo en los albores del XXI siglo", communication, Conférence organisée pour le centenaire de la naissance de Prebisch, Santiago du Chili, août.

Palma Gabriel (2003) : "The Latin American Economies During the Second Half of the Twentieth Century – from the Age of “ ISI ” to the Age of “ The End of History”", in Chang, pp.125-151.

Platteau, Jean-Philippe (2000) : " Community Imperfections", Communication à la conférence ABCDE, Paris, 45p. mimeo.

Ray, Debraj (1998), *Development Economics*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Rodrik Dani (2000): "How far Will International Economic Integration Go?", *Journal of Economic Perspectives*, 14, n°1, hiver, p.177-86.

------(1999a), *The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work*, Policy Essay N°24, Overseas Development Council, The John Hopkins University Press, Baltimore.

----- (1999b)"Why Is There So Much Economic Insecurity in Latin America?", WP Banque mondiale, mimeo, reproduit dans *CEPAL Review*, n°73, avril 2001.

Pollin Robert (2000) : "Globalization, Inequality and Financial Instability : Confronting Marx, Keynes and Polanyi Problems in Advanced Capitalist Economies", WP Series n°8, mars, University of Massachusetts, Amhearst.

Sen Amartya (2000,trad. fr.), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice et liberté*, Odile Jacob, Paris.

----- (1992, trad. fr.2000), *Repenser l'inégalité*, Éditions du Seuil, Paris.

----- (1984), *Ressources, Values and Development*, (série d'articles publiés, dont celui de 1981 sur la famine), Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Stiglitz Joseph (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris (édition originale WW.Norton).

----- (1990) : "Peer Monitoring and Credit Markets", *World Bank Economic Review*, vol. 4, 3, pp.351-66.

----- (1986) : "The New Development Economics", *World Development*, vol.14, 2, février,pp.257-66.

-----et Hoff (1999) : "Modern Economic Theory and Development", in Meir et Stglitz, ed. (2001), pp. 389-459.

Thorp Rosemary (1997 et trad.fr1999), *Progress, Poverty and Exclusion; An Economic History of Latin America in the 20th century*, The John Hopkins University Press, BID..

----- (1992) : "A Reappraisal of the origins of ISI, 1930-50", *Journal of Latin American Studies*, 24 (Quincentury Supplement), pp. 181-96.

----- (1991), *Economic Management and Economic Development in Peru and Colombia*, London - Macmillan, Paris-OCDE.

Toye John (2003) : "Changing Perspectives in Development Economics", in Chang, pp. 21-40.

----- (1991) : "Is There a New Political Economy of Development?", in Colclough et Manor, ed , *States or Markets? Neo-Liberalism and the Development Policy Debate*, Clarendon Press, Oxford;

Verdier Thierry (2004) : "Socially Responsible Trade Integration : A Political Economy Perspective", Conférence ABCDE, 10-11 mai, Bruxelles, miméo,50p.

Williams M.E. (2002) : "Market Reforms, Technocrats, and Institutional Innovation", *World Development*, vol.30, n°3, pp.395-412.